

# Karzai a rouvert l'autoroute de l'héroïne

### MAGOUILLE TRIBALE : pour soutenir sa réélection, le président afghan a décapité la police des frontières, ouvrant un boulevard aux trafiquants d'héroïne du sud du pays.

KABOUL DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Ce n'est pas une route, juste une piste de sable durci, posée sur les affleurements de roche. Elle n'apparaît sur aucune des cartes routières et pourtant, des dizaines de camions-citernes et camions de charge de dix à trente tonnes y roulent jusqu'à 120 km/h, traversant en volutes hurlantes le sud afghan, d'est en ouest, au nez et à la barbe de l'armée, de la police nationale, de la police des frontières et des douanes. Près de 600 kilomètres de piste torride, un décor façon Verneuil auquel il ne manquerait que les vannes de Blier et les répliques d'Audiard.

La route fantôme prend sa source au sud de l'un des greniers à pavot du pays – la province de Kandahar (17 % de l'opium afghan) –, traverse ensuite le sud du territoire hors limite que ni Kaboul ni les incursions clandestines de l'Iran n'ont permis jusqu'ici de gêner. Selon les cartes des chefs tribaux baloutches, seule l'ethnie à bien connaître les dunes et reliefs où se rejoignent Pakistan, Iran et Afghanistan, ce n'est qu'en vue de la frontière iranienne que cette « autoroute de l'héroïne » se disperse en une quinzaine d'embranchements : chaque chargement d'opium ou d'héroïne choisi alors le point de passage pirate qui a sa faveur, selon les accords conclus entre les groupes criminels et les douaniers, policiers, agents provinciaux qui ont reçu leur dessous-de-table. Selon un document d'évaluation des Nations unies, 10.000 kilos d'opium et d'héroïne passent chaque semaine ce seul tronçon de frontière, de quoi largement alimenter l'ensemble de l'Union européenne.

**La menace n'est pas exclusivement criminelle. C'est cette même route qu'a empruntée une cargaison de vingt tonnes d'explosifs iraniens, déclarés comme « aliments » et interceptés ce 6 octobre. L'insurrection profite elle aussi de cette voie d'accès**

En sens inverse, calendres brûlantes tournées vers l'Orient, l'Iran voit s'enfoncer dans le désert du sud afghan des centaines de camions-citernes dont le chargement est de deux natures : en principal, un trafic de produits pétroliers qui souhaite échapper aux taxes levées à hauteur des postes-frontières licites de Herat et Zaranj. Mais certains de ces camions assurent aussi un flux continu de produits chimiques dits « précurseurs », nécessaires à la transformation – dans des laboratoires clandestins – de l'opium en héroïne pure.

Ce n'est pas un mirage, les preuves de cette contrebande sont multiples : au sud de la province de Farah, au milieu de nulle part, s'est lentement constituée une étape routière avec ateliers de réparation et stations de carburant. C'est là, en plein désert, que les chauffeurs clandestins rassemblent leurs bahuts jusqu'à inonder l'horizon des dunes environnantes. Les photos prises à cet endroit montrent sans ambiguïté la nature de leurs chargements : bidons de diméthylamine, lots de diisocyanate de toluène (le « Lupranate » de BASF) qui ont des applications industrielles légitimes, c'est entendu, mais n'ont rien à faire au milieu du désert afghan. Selon les estimations des Nations unies, il suffit que 14.000 tonnes de ces produits passent la frontière chaque année pour que l'industrie de l'héroïne afghane soit florissante. Bref, deux camions-citernes par jour. Sur les photos dont nous disposons, les camions se comptent par centaines, en un même point, le même jour. La menace n'est pas exclusivement criminelle. C'est cette même route, dans le sens Iran-Afghanistan, qu'a empruntée une cargaison de vingt tonnes d'explosifs iraniens, déclarés comme « aliments » et interceptés ce 6 octobre. C'est une évidence : l'insurrection armée profite elle aussi de la voie d'accès ouverte aux trafiquants.

Pour les spécialistes de la répression, l'existence de cette autoroute fantôme n'est pas mise en doute. Pour preuve, depuis 2006 déjà, sous le nom de code « J55 », l'Afghanistan et les Nations unies ont établi leur riposte : un projet de base policière, à construire au sud de Nimroz, au cœur de la région des trois frontières (Afghanistan, Iran, Pakistan). Elle serait dotée de 4x4 et d'hélicoptères, ainsi que de solides moyens de défense. « J55 » sera bien plus qu'un caillou dans le jardin des trafiquants : la mobilité de l'unité de police qui y sera déployée, sa capacité de frappe seront telles que l'autoroute de l'héroïne deviendra impraticable. Sur papier, la base « J55 » est depuis longtemps une réalité : ses fondations auraient dû sortir du sable dès septembre 2007. Quant aux immeubles, tous les

plans requis sont signés et contresignés depuis 2009. Et pourtant... Le vrai scandale est qu'en 2010 encore, « J55 » demeure un rêve et que l'« autoroute de l'héroïne » reste empruntée à plein régime par les trafiquants.

Qui peut en témoigner ? Dans cette zone déserte et hostile de Nimroz, traversée de mouvements de troupes clandestines (qu'il s'agisse de policiers iraniens en incursion en Afghanistan, des insurgés baloutches pakistanais repliés en Afghanistan, de combattants sunnites iraniens prêts à infiltrer l'Iran, etc.), les observateurs durables et indépendants sont rares. L'un d'eux est un chef tribal baloutche basé à Robat-e Jali, en frontière de Pakistan : « Hadji » Eid Mohammad. Son royaume est constitué de quelques fortifications en pisé, de lourdes tentes. Il règne sur 400 acres, quère plus, mais est capable à tout instant de mobiliser une armée de plus de cent combattants. C'est un Afghan loyal, qui dispose de ses propres pièces d'artillerie orientées vers l'Iran, vers le Pakistan ; à lui seul, il est l'une des citadelles, la redoute qui défend l'angle sud-ouest de l'Afghanistan.

Selon les rapports qu'il transmet, Eid Mohammad voit aujourd'hui les camions d'opium traverser à tout berzinger son désert, certains de ne croiser ni les services du gouverneur ni les patrouilles d'une police nationale qui ne s'aventure pas dans cette terre, encore moins une douane dont le poste le plus proche continue aujourd'hui à se situer à des centaines de kilomètres plus au nord.

Pourtant, au printemps 2008, il y a plus de deux ans, Eid Mohammad avait lui aussi approuvé l'idée d'un poste de police régional qui bloquerait le trafic de stupéfiants. C'était l'époque où la police afghane des frontières était dans les mains d'un général – le général Abdul Rahman Rahman – déterminé à briser les reins du trafic. Lorsque ce général a publiquement annoncé son plan de campagne anti-drogue, il a été limogé sans délai : c'est sur la radio FM de son véhicule de fonction qu'Abdul Rahman Rahman a appris qu'il était muté à la tête de la police de Kaboul, avant même de pouvoir en discuter avec la mafia de Nimroz. Et depuis, Eid Mohammad, impuissant, voit passer les camions d'opium et persiste à attendre une véritable riposte de Kaboul... Comment cette inertie est-elle possible ?

La rupture se produit en 2009. A cette époque, occuper la route de l'héroïne aurait mis en difficulté l'une des têtes de la narcomafia de Nimroz (lire par ailleurs). Cette mafia plonge ses tentacules dans les bureaux du gouverneur, dans le service de renseignement national NDS, et bien entendu parmi la douane, la police et la police des frontières. Mais aussi au cœur du gouvernement central afghan : un document de travail dont nous avons obtenu copie identifie la tête mafieuse de Nimroz comme étant les deux frères Barahowie, dont l'un, Karim, est alors ministre des Frontières et des Affaires tribales du gouvernement Karzai. Le gouvernement de Kaboul peut-il déclarer une guerre ouverte à ses amis ?

Ce n'est pas tout. Pour garantir sa réélection au scrutin présidentiel de l'été 2009, le président afghan Hamid Karzai a besoin des votes du Sud, majoritairement pachtoune. Sur recommandation de son frère Ahmed Wali Karzai (épinglé lui aussi, à plusieurs sources, comme maître d'œuvre du trafic d'héroïne en province de Kandahar), le président afghan a accepté de confier la direction de la police des frontières à un officier notoirement corrompu, le lieutenant-général Mohammad Yunus Noorzai. Jusqu'alors chef de la police des autoroutes de Kandahar (une police dont les

**Sur recommandation de son frère Ahmed Wali Karzai (déjà épinglé à plusieurs sources comme maître d'œuvre du trafic d'héroïne), le président afghan a accepté de confier la direction de la police des frontières à un officier notoirement corrompu**

agents sont surnommés les « voleurs d'autoroute »...), Noorzai appartient à une tribu dominante dans le sud afghan, une tribu dont les suffrages sont vitaux aux yeux de Karzai. Cet enjeu électoral explique une nomination policière désastreuse. « C'est à ce moment que le bateau a commencé à couler à pic, commente une source liée aux services de renseignements étrangers : on a perdu Rahman, on a hérité d'un chef de la police des frontières pourri... puis est arrivé un ministre de l'intérieur qui n'avait confiance qu'en lui-même et son secrétaire particulier... »

La troisième raison de la persistance de l'« autoroute de l'héroïne » n'a rien à voir avec Kaboul. Elle tient



aux courtes vues de l'Otan et, singulièrement, du commandement américain qui a reporté toute son attention militaire sur le front oriental, pakistano-afghan, malgré les immenses ressources fiscales que représentent une frontière Ouest honnêtement tenue. En février 2010, lorsqu'il lance l'opération « Mosharak » visant à la reconquête de la province de Helmand, le général américain Stanley McChrystal laisse entendre qu'il va s'enfoncer dans toute la profondeur de la province et régenter le grenier à opium du pays. Mais les résultats militaires engrangés début de cette année à Marjah sont moindres que prévu, et McChrystal a hâte d'ouvrir un autre front sur Kandahar, à l'est. « Il a mis en bouche plus qu'il ne pouvait mâcher, analyse un ancien militaire américain qui ne souhaite pas être identifié : il n'a pas voulu s'attaquer au cœur de la production d'opium. McChrystal a réalisé que s'il s'attaquait au pavot, il ne provoquerait pas seulement la ruine des agriculteurs : c'est tout l'architecture d'un narco-Etat qu'il démantèlerait. Avec quel argent Kaboul pourrait-il dès lors se reconstruire ? » Peu avant d'être forcé à la démission, McChrystal va marquer un coup d'arrêt sur la campagne militaire du Helmand... bien avant d'être en position de menacer la piste de l'héroïne située plus au sud. En s'arrêtant à mi-distance, McChrystal sauve la mise aux trafiquants. Et il amadoue les chefs tribaux de Kandahar, théâtre de la prochaine offensive militaire américaine. Etait-ce un hasard ?

McChrystal n'est pas le seul en cause. Notre source

ALAIN LALLEMAND



**lesoir.be**  
Qui, de Kaboul à Bruxelles, profite du trafic de l'héroïne ? Cet article est le fruit d'une enquête continue, menée d'Afghanistan jusqu'en Belgique, avec l'aide du Fonds du journalisme de la Communauté française. Reportages, photos, documents, cartes peuvent être consultés sur notre blog « Un simple gramme d'héroïne ».  
[blogs.lesoir.be/grammedheroine/](http://blogs.lesoir.be/grammedheroine/)

**LA PISTE DE L'OPIMUM** trahit une structure entièrement clandestine. Au sud de la province de Farah (photo centrale), une vallée entière s'est transformée en ville-fantôme consacrée au transbordement et à la réparation des camions. Arrivés en frontière iranienne (photo de droite), ces camions sont accueillis de manière distincte selon l'heure du jour : les uniformes changent, la composition des équipes se modifie, les bakchichs changent de main. © D. R.

## La « mafia de Nimroz » mène au président

Qui tient les ficelles du trafic, lorsqu'il s'agit de quitter l'Afghanistan et de sauter cette première frontière menant en Iran ? « En pratique, toutes les minorités ethniques sont impliquées dans l'exportation d'opium, mais surtout les Pachtounes », déclare au Soir l'expert de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), l'italien Antonio Maria Costa. Personnellement, il ne poussera pas l'accusation plus loin. Cependant, dans un briefing confidentiel adressé à l'Otan et dont nous avons eu copie, les analystes de l'ONUDD vont beaucoup plus loin et mettent en cause à la fois le gouvernement afghan, l'appareil national de sécurité et les chefs tribaux. Bref, tous mouillés... Selon le document, les trois « chefs opérationnels » de l'exportation d'opium via la route du Sud sont tous trois pachtounes : il s'agirait d'Ahmed Wali Karzai (rien moins que l'un des frères du président Karzai, accusé de narcotrafic à de nombreuses reprises mais jamais lâché par Washington) ain-

si que les deux frères Barahowie, natis de Nimroz, dont l'un a été ministre du gouvernement Karzai. L'un des conseillers personnels du président Karzai est également épinglé, de même que l'actuel gouverneur de la province de Nimroz, Ghulam Datsagar Azad. Face à ces acteurs plus ou moins politiques, le principal interlocuteur criminel serait Hajji Juma Khan, un trafiquant d'opium inculpé et poursuivi depuis avril 2009 aux Etats-Unis. Selon les tribunaux de New York, Juma est en mesure d'exporter jusqu'à 40 tonnes d'héroïne en un seul convoi, ce qui représente 1 % de la production annuelle d'héroïne de tout l'Afghanistan.

Le plus inquiétant est de relever dans cette liste, en position éminente, l'ex-ministre des Frontières et Affaires tribales de Karzai, Karim Barahowie, bouillant défenseur de la cause nationaliste pachtoune, un homme qui n'a pas hésité à remettre en cause la frontière d'Etat entre Pakistan et Afghanistan. On peut comprendre que Karzai ne souhaite pas se faire un ennemi du « porte-voix » des tribus : les ministres afghans des Frontières et des Affaires tribales font profil bas, mais ils sont d'une influence politique déterminante. Pour mémoire, telle était la fonction – sous les talibans – du chef tribal Jalaluddin Haqqani, devenu aujourd'hui l'une des têtes les plus menaçantes de l'insurrection, tant au Pakistan qu'en Afghanistan. ■ A.L.

## les photos



**Qu'ils sont beaux, les présidents wallons !**  
Trente ans ! Et que de chemin parcouru ! Le 15 octobre 1980, la gouaille hennuyère de Léon Hurez présidait aux premiers débats du Conseil régional wallon – comme on disait alors – dans un hôtel de Wépion réquisitionné pour l'occasion. Ce mercredi, l'élé-gance namuroise d'Emily Hoyos a célébré le 30<sup>e</sup> anniversaire du parlement wallon – comme on dit aujourd'hui – dans les locaux exigus mais prestigieux du Grognon, à Namur. Léon Hurez n'est plus là. Mais depuis cette semaine, le visage du socialiste louviérois est de retour dans l'enceinte législative. Il donne le ton à la galerie de photos des ex-présidents de l'assemblée régionale. Les clichés garnissent les murs du patio de la bibliothèque. Les têtes encore connues y succèdent aux profils qui ont parfois presque sombré dans l'oubli politique : Spitaels, Miller, Burgeon (de haut en bas), Happart, Biefnot, Collignon, Taminiaux... Tentation nombriliste ou vantardise mal placée ? Rien de tout cela, dit Emily Hoyos : « Tous les parlements de ce pays sont dotés d'une telle galerie, qui souligne l'investissement de ces hommes et de ces femmes ». La Wallonie, ici, rattrape donc son retard en « grand hommes », et cela ne pourrait lui être reproché. E.D.